



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 19 JUILLET 2017**

CONVOCATION

Le 20 juin 2017, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 27 juin 2017 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2017

1 - Finances

1-1 - TRAVAUX

1-1-1- Contrat de Ruralité 2017 - Convention financière (demande de subvention pour les travaux de réhabilitation du groupe scolaire - transition écologique et énergétique - FSIL 2017 - axe 5)

1-1-2- Modification n° 4 au marché de travaux de réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale - Groupement « Eiffage-Minetto »

1-2 - CULTURE

1-2-1- Modification de la régie des activités culturelles (visites guidées « Traditions et Couleurs, visite-atelier « Les Santons de Provence » et Rallye-visite « Qui est le messire de LE VAL »

1-3 - SCOLAIRE

1-3-1- Tarifs scolaires 2017/2018 - modification de la délibération du 27 juin 2017

1-3-2- Transports scolaires - Participation financière communale

1-3-3- Participation financière pour l'achat de matériel de psychologie pour les écoles

1-4 - Rapports 2016 du délégataire « SEERC » pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif

2 - Urbanisme - Environnement

2-1 - Crèche intercommunale - Rétrocession des terrains communaux

2-2 - Acquisition de terrain pour création d'un parking (chemin de Correns - propriété SCI « Les Grandes Aires »)

2-3 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé

2-4 - Projet touristique de « Jean Val »

3 - Personnel communal

3-1 - Création d'un emploi pour le service administratif

4 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

5 - Questions écrites

6 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 19 juillet 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - VERDON Pierre - RIHAL Pascale - NAL André - REES Pénélope - MUNIER Denise - LANGE Gaby - GAQUIERE Ingrid - BOSSUGE Brigitte - COEURDEUIL Yves - BOULE AMPHOUX Isabelle - LEBERQUIER Céline.

Absents excusés : MM. CEMBRANI Romain (pouvoir donné à Jean CULINATI) - COLLAIN Olivier (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - - DONADEY Sylviane (pouvoir donné à Pascale RIHAL) - - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir à Brigitte BOSSUGE) - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - KINET Jean-Luc.

soit 20 présents et 7 absents excusés dont 4 ayant donné pouvoir, soit 24 votants.

A noter que M. FOURNEL est arrivé à partir du dossier sur la modification du marché de la Place Gambetta et que M. PAZ est arrivé à partir du dossier sur les tarifs de la régie « Activités Culturelles ».

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2017

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2017,

A l'unanimité moins une abstention : Mme Annette PASQUET (absente excusée ce jour-là)

APPROUVE ce document.

1 - Finances

1-4 - TRAVAUX

1-1-1- Contrat de Ruralité 2017 - Convention financière (demande de subvention pour les travaux de réhabilitation du groupe scolaire - transition écologique et énergétique - FSIL 2017 - axe 5) :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARCH » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Le Cabinet « ARCH » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération du 21 mars 2017, une demande de subvention a été faite au titre du F.S.I.P.L. 2017 à concurrence de 155.000 €.

Il informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local « FSIL » (enveloppe 2), le Contrat de Ruralité 2017 a été signé entre M. le Préfet du Var et Mme la Présidente de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte. Le projet communal de réhabilitation du groupe scolaire a été inscrit dans les actions de ce contrat au titre de son volet n° 5 : transition écologique et énergétique.

Il propose en conséquence au Conseil Municipal de solliciter l'octroi d'une subvention à ce titre sachant que le montant HT retenu par le Contrat de Ruralité pour ces travaux s'élève à 775.048 € réparti pour moitié sur 2017 et 2019, soit 387.524 € par année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance du Contrat de Ruralité 2017,

Après avoir pris connaissance du détail des travaux envisagés pour la réhabilitation du Groupe Scolaire et de leur estimation financière,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme Pénélope REES,

DEMANDE l'attribution du F.S.I.P.L. 2017 pour les travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire du Bicentenaire (transition énergétique et mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité))

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer le dossier de demande de subvention auprès de l'Etat.

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) sera inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (20 %)	155.000 €
- Département (dotation 2017)	150.000 €
- F.S.I.P.L. (20 %)	155.000 €
- Autofinancement	315.048 €
TOTAL HT	775.048 €

1-1-2- Modification n° 4 au marché de travaux de réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale - Groupement « Eiffage-Minetto »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 20 janvier 2016, le marché de travaux à passer avec le Groupement « EIFFAGE TP/MINETTO TP » pour la réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale a été approuvé pour un montant total HT de 1.426.661,51 € ; puis, par délibérations des 27 juin et 14 septembre 2016, les modificatifs 1 et 2 ont également été approuvés portant le montant HT du marché à 1.495.667,51 €.

Il s'avère que des travaux supplémentaires, non prévus dans le marché initial, se sont révélés nécessaires en cours de chantier : travaux de désamiantage, réfection de la voirie de la Rue du 8 Mai et réfection de la maçonnerie de « l'ouïde » pour un montant total HT de 49.730,50 €.

Par contre, en cours de chantier, la Municipalité a décidé de ne pas réaliser certaines prestations prévues dans le marché initial : mobilier urbain (jardinières, bacs, corbeilles, bancs) et dispositifs anti-stationnement (bornes fixes, barrières) pour un montant total HT de 30.115,86 €.

M. le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la modification n° 4 au marché de travaux d'un montant de 19.614,64 € HT ce qui porte le montant global de l'opération à 1.515.282,15 € HT.

M. LANGE rappelle à M. DEBAQUE lui avoir envoyé un email depuis une semaine et ne pas avoir obtenu de réponses. Une réunion avec le Maître d'œuvre était prévue en début de semaine suivante. Il regrette d'avoir été tenu à l'écart des réunions de chantier et d'avoir appris qu'il avait été dit au chef de chantier de ne plus l'informer de l'évolution des travaux car cela créait des problèmes entre vous. Ces propos lui ont été rapportés par le chef de chantier lui-même.

M. LANGE reprend une à une ses questions :

1°) Installations supplémentaires de chantier pour désamiantage. Le bureau d'études n'avait donc pas prévu certains points de retrait comme celui de la Place Gambetta et celui du Parking Rue Nationale. Un seul site était prévu : la Rue Nationale. Pourtant quand on fait des terrassements dans le village, on doit obligatoirement prévoir ces interventions au cas où. C'est une erreur du bureau d'études.

2°) Analyse complémentaire pour le carottage : 3 sont comptées et c'est logique puisqu'il y a trois installations. Mais en quoi cela consiste-t-il ?

M. DEBAQUE : « Cela concerne le désamiantage et c'est une obligation. »

M. LANGE :

3°) Retrait de canalisation sur 140 ml et il est indiqué dans le Modificatif n° 4 que cela concerne la Rue du 8 Mai, alors que l'emprise ne fait que 50 ml. Pourquoi ? »

M. DEBAQUE : « La reprise partait en fait de la Place Gambetta et de la Rue Nationale. »

M. LANGE :

4°) Retrait de la canalisation y compris évacuation des déchets amiantés sur 41 ml. Je me demandais ce que cela concernait. Je suis rentré dans l'ouïde vendredi après-midi et j'ai constaté que les travaux ont bien été exécutés.

Je n'aurai aucune objection sur la réfection de la voirie...

Aucune objection, non plus, pour la démolition des deux anciens regards d'assainissement qui obstruaient fortement l'ouïde ainsi que pour la reprise de maçonnerie afin de redonner le gabarit à cet ouïde.

5°) Surverse au pluvial: c'est du bidon ! Elle est trop haute et ne sert à rien. Pourquoi ne vous êtes-vous pas appuyé sur l'expérience de gens comme moi qui connaissent en détails tous les réseaux ?

M. DEBAQUE : « A part ces observations, tu es d'accord Gaby sur les montants des travaux supplémentaires ? »

M. LANGE : « Oui je suis d'accord sur les chiffres. D'autre part qu'en est-il pour les arbres qui sont morts ? »

M. SAULNIER : « Un constat a été dressé et la garantie jouera. Le remplacement des arbres se fera en période propice pour l'enracinement. »

Mme BREBAN : « J'ai demandé à plusieurs reprises une réunion commune de la commission des Travaux et de la Commission des Finances vu le montant énorme des travaux. Mais aucune réunion n'a été programmée. »

Mme PASQUET : « Des pénalités de retard seront-elles demandées ? »

M. SAULNIER : « Effectivement cela a été demandé au Maître d'œuvre et le calcul a été fait. Le montant total prévu s'élève à environ 20.000 €. »

M. GIRAUD : « Le problème des bornes incendie a-t-il été réglé ? A mon dernier message, il ne l'était pas. »

M. SAULNIER : « Lors de la dernière réunion, cela a été demandé à l'entreprise. »

M. LANGE : « Pourquoi avoir fait des économies sur le nombre de bancs de la Place Gambetta ? Il y en avait 3 avant et il n'y en a plus que 2. »

M. SAULNIER : « Nous avons supprimé les bancs proposés dans le marché pour faire des économies car jugés trop cossus. Rien n'empêche de compléter le mobilier dans les prochains mois. »

M. FOURNEL : « Les fontaines ne coulent plus mais aucune information n'a été diffusée auprès de la population pour en expliquer les raisons. Personne ne sait que cela est consécutif à la panne de la pompe du forage. »

M. GAUTIER : « Qu'en est-il de l'ouverture de la Place ? »

M. SAULNIER : « Elle sera ouverte lundi car les panneaux sont maintenant tous installés. »

Mme BREBAN : « Une coquille a été relevée sur un panneau : il manque un « i » à Lundi. »

M. SAULNIER : « En effet, cela n'a échappé à personne mais aurions-nous dû renvoyer le panneau au fournisseur et laisser la place fermée en attendant de recevoir le nouveau ou bien l'implanter et corriger nous-mêmes le mot erroné ? Nous avons choisi d'ajouter le « I » et de le signaler au fournisseur. »

M. FOURNEL : « Là encore aucune information n'a été diffusée auprès de la population à propos de l'ouverture de la place ! Idem pour la mise en œuvre du PVE ! »

Mme BOULE AMPHOUX : « Les horaires d'ouverture ont-ils été modifiés ? »

M. SAULNIER : « Non pas du tout : ouverture de 7h à 16h du lundi au jeudi »

M. NAL : « Une étude avait été menée pour tracer 9 places de stationnement et 1 réservée aux personnes à mobilité réduite. Or il n'est matérialisé actuellement que 3 places et 1 pour les PMR. Pourquoi ? »

M. SAULNIER : « Les 6 autres places étaient situées devant les terrasses des bars et cela a été refusé par leurs propriétaires ». »

M. DEBAQUE rappelle que cette information a été donnée en réunion.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 9 abstentions : Mmes BREBAN - PASQUET - REES - RIHAL - BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER / MM LANGE - VERDON - FOURNEL.,

ACCEPTE la proposition de modification n°4 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta afin de régulariser les prestations supprimées et celles ajoutées en cours de chantier

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 4 portant le montant global de l'opération à 1.515.282,15 € HT.

1-5 - CULTURE

1-2-1- Modification de la régie des activités culturelles (visites guidées « Traditions et Couleurs, visite-atelier « Les Santons de Provence » et Rallye-visite « Qui est le messire de LE VAL »

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, par délibération du 21 mars 2017, les tarifs individuels et de groupes pour la visite des musées suivants ont été arrêtés : la crèche animée, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier. Les tarifs des visites guidées ont également été arrêtés ainsi que ceux du rallye-visite annuel.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture qui propose d'une part, une modification des tarifs pour les prestations : visite-atelier « Les Santons de Provence » et un rallye-visite annuel à thème et, d'autre part, l'ajout d'une nouvelle prestation, pour les visites guidées, intitulée « Traditions et couleurs ».

Mme INGRASSIA rappelle que pour tous ces musées, soit : la crèche animée, la crèche Rosselini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier, les tarifs sont les suivants :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

- adultes : 2,00 €
- enfants (6-12 ans) : 1,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Pour la visite-atelier « Les Santons de Provence » et le rallye-visite annuel à thème, les tarifs individuels seront les suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €
- Enfants (6-12 ans).....2,50 €
- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

Mme INGRASSIA propose au Conseil Municipal d'envisager une nouvelle prestation : visite guidée « Traditions et couleurs » au tarif individuel de 6 € (par personne et par visite).

Cette visite est accessible aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Elle est proposée dans le catalogue groupe de la Provence Verte, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 5,50 € par personne (montant encaissé par la Commune).

Mme INGRASSIA demande d'autre part que les modifications suivantes soient apportées au tarif de la visite-atelier « **Les Santons de Provence** » et du Rallye-visite annuel à thème :

Ces visites étant aussi proposées dans le catalogue « Amusez-vous » de la Provence Verte à un tarif préférentiel « Bon plan » en Juillet et en Août ; accordant ainsi une réduction sur le tarif initial de 0.50€, les tarifs sont portés à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 4 €
- enfants (6-12 ans) : 2 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une réduction de 10% est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène les tarifs ci-dessus à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 3.60 €
- enfants (6-12 ans) : 1.80 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

(montants encaissés par la commune)

L'ensemble de ces visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les tarifs de à la régie de recettes « activités culturelles » suivants :

Pour la visite des musées : la crèche animée, la crèche Rossellini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

- adultes : 2,00 €
- enfants (6-12 ans) : 1,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Pour la visite-atelier « Les Santons de Provence » et le rallye-visite annuel à thème, les tarifs individuels seront les suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €
- Enfants (6-12 ans).....2,50 €
- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

Ces visites étant aussi proposées dans le catalogue « Amusez-vous » de la Provence Verte à un tarif préférentiel « Bon plan » en Juillet et en Août ; accordant ainsi une réduction sur le tarif initial de 0.50€, les tarifs sont portés à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 4 €
- enfants (6-12 ans) : 2 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une réduction de 10% est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène les tarifs ci-dessus à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 3.60 €
- enfants (6-12 ans) : 1.80 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

(montants encaissés par la commune)

- « Traditions et couleurs » : 6 € par personne et par visite).

Cette visite est accessible aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Elle est proposée dans le catalogue groupe de la Provence Verte, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 5,50 € par personne (montant encaissé par la Commune).

PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « Activités Culturelles » :

1-6 - SCOLAIRE

1-3-1- Tarifs scolaires 2017/2018 - modification de la délibération du 27 juin 2017

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les tarifs relatifs aux prestations périscolaires et extra scolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015.

Par délibération du 27 juin 2017 les nouveaux tarifs, proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » pour l'année scolaire 2017/2018, ont été validés pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

Considérant que, depuis cette date, sur demande de M. le Maire auprès de l'Inspection Académique après, d'une part, avoir pris connaissance des comptes-rendus des Conseils des Ecoles Élémentaire et Maternelle et, d'autre part, avoir consulté les autres Maires des Communes de la Communauté d'Agglomération pour avoir la tendance locale, la Commune a opté pour revenir à la semaine de classe de 4 jours et a donc supprimé les NAPS, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir modifier ces tarifs en conséquence.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET indique que :

1°) les tarifs du Centre de Loisirs doivent être revus pour le mercredi, à savoir qu'au lieu de proposer une inscription à la demi-journée, les parents pourront opter soit pour l'inscription pour la journée entière (repas compris) soit de 7h15 à 18h30, soit pour l'inscription pour le matin seulement (de 7h15 à 12h20).

2°) les tarifs de la garderie municipale doivent également être revus car portée de 20 mn à 35 mn le matin.

Les tarifs sont détaillés ci-dessous.

Mme PASQUET propose au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les propositions de la Commission des Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs des prestations péri et extra-scolaires tels que proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » et indiqués dans le tableau ci-annexé.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application dès la rentrée scolaire 2017/2018.

A la demande de la Commission des Affaires Scolaires, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité que les crédits votés au budget 2017 pour les NAPS soient affectés en totalité aux écoles et aux activités extra scolaires.



TARIFS DES PRESTATIONS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES 2017-2018

REGIE DES ACTIVITES PERISCOLAIRES

RESTAURATION SCOLAIRE								
ELEVES/ tarif au repas / TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
2,50 €	2,70 €	2,80 €	2,90 €	3,00 €	3,10 €	3,25 €	4,00 €	5,00 €
ADULTE - AGENTS								
1er repas	repas supplémentaires							
2,78 €	4,00 €							
ADULTE - ENSEIGNANTS								
tarif unique								
4,00 €								
ADULTES INTERVENANTS/								
tarif unique								
4,00 €								
GARDERIE PERISCOLAIRE 35 minutes du matin (de 7h15 à 7h30)/ TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
0,35 €	0,46 €	0,58 €	0,70 €	0,82 €	0,94 €	0,94 €	sans objet	sans objet
GARDERIE PERISCOLAIRE (matin et soir)/ tarif à l'heure/ TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
0,60 €	0,80 €	1,00 €	1,20 €	1,40 €	1,60 €	1,75 €	2,00 €	3,00 €

REGIE DES ACTIVITES EXTRA-SCOLAIRES (ALSH le petit baou)

CENTRE DE LOISIRS DU MERCREDI - tarif demi-journée (de 7h15 à 12h20)								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
1,2% du quotient avec plancher à 3,50€ et plafond à 6,50€						7,00 €	7,50 €	8,00 €
CENTRE DE LOISIRS DU MERCREDI - tarif journée - repas compris (de 7h15 à 18h30)								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
1,2% du quotient avec plancher à 8,00€ et plafond à 14€						15,00 €	15,50 €	16,00 €
CENTRE AIRE LE PETIT BAOU (vacances scolaires) - TARIF JOURNEE								
quotient familial inférieur à 300€	quotient familial compris entre 300€ et 499€	quotient familial compris entre 500€ et 799€	quotient familial compris entre 800€ et 999€	quotient familial compris entre 1000€ et 1199€	quotient familial supérieur à 1199€	hors commune	exceptionnel	pénalités
1,2% du quotient avec plancher à 8,00€ et plafond à 14€						15,00 €	sans objet	sans objet

1-3-2- Transports scolaires - Participation financière communale

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 13 mai 2015, une participation financière des familles aux frais des transports scolaires a été instaurée dès la rentrée scolaire 2015/2016. La décision avait été également prise alors de ne plus assurer le transport scolaire des élèves de maternelle vu le coût très important de cette prestation.

Le transport scolaire pour les élèves de l'élémentaire a été ensuite supprimé dès janvier 2017 vu le peu de fréquentation de la ligne (délibération du 29 novembre 2016).

Pour l'année 2017/2018, la compétence « organisation de la mobilité » a été transférée à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte qui est chargée de l'organisation des services réguliers des transports scolaires. Par délibération du 10 juillet 2017 le Conseil de la Communauté d'Agglomération permet aux Communes membres d'opter pour une participation complémentaire en concomitance avec la participation fixée par le Conseil Communautaire.

Par délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017, la Communauté d'Agglomération a décidé d'allouer aux familles une participation de 50 € par élève et par an sur les 120 € demandés par le Département.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

La Commission « Affaires Scolaires » qui souhaite maintenir, à l'unanimité, une participation financière des familles aux frais de transport scolaire basée sur le quotient familial, propose pour l'année scolaire 2017/2018, pour les collégiens et lycéens, les tarifs suivants :

Quotient familial inférieur à 300 €	Tarif 1 soit 35 €
Quotient familial compris entre 300 € et 499 €	Tarif 2 soit 40 €
Quotient familial compris entre 500 € et 799 €	Tarif 3 soit 45 €
Quotient familial compris entre 800 € et 999 €	Tarif 4 soit 50 €
Quotient familial compris entre 1.000 € et 1.199 €	Tarif 5 soit 55 €
Quotient familial égal ou supérieur à 1.200 €	Tarif 6 soit 60 €

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les participations proposées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les crédits inscrits au Budget Primitif,

Vu le Décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 relatif aux pièces jointes, et notamment ses rubriques 781 et 782,

Vu la délibération n° 159 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte fixant à 50 € par élève du secondaire la participation intercommunale aux frais d'abonnement des familles au service de transports scolaires à compter de l'année scolaire 2017-2018, et 12 € par mois cette participation pour les abonnements étudiants, plafonnée à 120 € par an,

Considérant que dans le cadre des modalités de participation au coût des transports scolaires, le principe d'attribution d'aide relève de la libre administration des communes,

Considérant qu'à ce titre les Communes peuvent opter pour une participation complémentaire sous réserve d'en avoir délibéré préalablement et en concomitance avec la participation fixée par l'Agglomération afin que le montant total cumulée des participations n'excède pas 120 euros,

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les délibérations du 13 mai 2015 et du 29 novembre 2016,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'instaurer, dès la rentrée scolaire 2017/2018, les nouveaux tarifs de participation financière des familles aux frais de transport scolaire de leurs enfants lycéens et collégiens,

INDIQUE que ces tarifs sont basés sur le quotient familial des familles, soit :

Quotient familial inférieur à 300 €	Tarif 1 soit 35 €
Quotient familial compris entre 300 € et 499 €	Tarif 2 soit 40 €
Quotient familial compris entre 500 € et 799 €	Tarif 3 soit 45 €
Quotient familial compris entre 800 € et 999 €	Tarif 4 soit 50 €
Quotient familial compris entre 1.000 € et 1.199 €	Tarif 5 soit 55 €
Quotient familial égal ou supérieur à 1.200 €	Tarif 6 soit 60 €

APPROUVE la participation communale aux frais d'abonnement des transports scolaires pour les élèves des collèges et lycées dont l'abonnement annuel s'élève à 120 euros par enfant,

DIT que cette aide est complémentaire à la participation intercommunale.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ces décisions.

AUTORISE la régie « Transport Scolaire » à percevoir les participations des familles selon les tarifs indiqués.

DEMANDE à Monsieur le Maire et à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, de procéder à l'information des familles dans les meilleurs délais possibles.

1-3-3- Participation financière pour l'achat de matériel de psychologie pour les écoles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par courrier du 17 mai 2017, l'équipe de psychologues de l'Education Nationale sollicite une participation financière des 15 communes de la circonscription de Brignoles pour l'achat de matériel de psychologie destiné aux élèves.

Le coût de ces acquisitions s'élève à 9.871,20 € TTC et la participation des communes est proposée à hauteur de 2 € par élève.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui indique que la Commission des Affaires Scolaires a examiné la demande et a émis un avis favorable quant à accorder la participation sollicitée à l'équipe de psychologues. Elle précise que cette équipe sera rattachée aux écoles du VAL et y sera donc basée. La Commune devra mettre à sa disposition un bureau, du mobilier, une ligne téléphonique. L'équipe interviendra dans toutes les écoles de la circonscription de Brignoles.

Mme PASQUET indique que la Commission a proposé qu'une participation financière soit demandée à chaque Commune dont les écoles sont concernées et ce à hauteur de 15 € par an et par école. Une convention sera passée pour en permettre le versement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les propositions de la Commission des Affaires Scolaires.

M. COEURDEUIL considère déjà comme aberrant le fait que la Commune doive mettre à disposition un local et prendre en charge tous les frais inhérents au fonctionnement de cette structure. De plus, il indique que les tests dont il est question ont environ 30 ans d'existence.

Mme PASQUET affirme qu'ils sont plus récents.

M. PAZ demande combien d'élèves valais sont concernés par cette cellule psychologique.

Mme PASQUET répond qu'ils sont très peu mais qu'elle n'a aucun détail vu la confidentialité en ce domaine.

M. VERDON affirme que ces logiciels sont obsolètes.

Mme PASQUET ajoute : « la Commission Communale des Affaires Scolaires propose que la somme annuelle allouée au psychologue scolaire et au maître E, qui est de 125 € ou de 250 € selon les années, ne soit pas donnée en 2017/2018 pour commencer à compenser le coût de la participation à l'achat des nouveaux tests qui coûteront à la Commune 694 € (somme non prévue) et que cette situation serait à revoir pour les 3 prochaines années. ».

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,
Après avoir pris connaissance du courrier reçu de l'équipe de psychologues de l'Education Nationale,
circonscription de Brignoles,
Après avoir entendu les propositions de la Commission des Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention M. VERDON et un contre M. COEURDEUIL,

ACCEPTE de participer à hauteur de 2 € par élève à l'acquisition du matériel de psychologie proposé

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011).

A l'unanimité,

DEMANDE qu'une participation aux frais de mise à disposition du local, du mobilier et du matériel soit demandée aux Communes dont les écoles bénéficient de l'intervention de l'équipe de psychologues

FIXE le montant de la participation à 15 € par école

DEMANDE à Monsieur le Maire de rédiger une convention à transmettre pour signature aux Communes concernées afin de permettre le versement de ladite participation.

1-4 -Rapports 2016 du délégataire « SEERC » pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2016.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante des rapports complets établis par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence », délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, qui contiennent tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement collectif remis par le délégataire desdits services (SEERC-EAUX DE PROVENCE) pour l'année 2016.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

2 - Urbanisme - Environnement

2-1 - Crèche intercommunale - Rétrocession des terrains communaux

Mme PASQUET rappelle qu'elle a toujours été opposée au choix de ce terrain pour l'implantation de la crèche intercommunale car c'est le seul terrain jouxtant l'école qui est engazonné et sur lequel les enfants peuvent pratiquer l'éducation sportive (le plateau est notamment à refaire car dangereux). De plus le préfabriqué qui y est situé doit être maintenu pour accueillir la garderie. Elle propose que cette implantation soit plutôt envisagée sur le terrain « Chabas » où il avait été projeté d'implanter la future école maternelle, ce qui ferait un projet d'ensemble cohérent. De plus, au niveau de la sécurité, Mme PASQUET rappelle que la Rue Marcel Pagnol est un cul-de-sac et que les voitures des parents des élèves sont très nombreuses et stationnent déjà en double file ce qui n'est pas sécurisant pour une sortie de crèche si on ajoute en plus les véhicules des parents des enfants accueillis.

M. VERDON demande ce qui empêcherait l'implantation de la crèche intercommunale sur le terrain « Chabas ».

M. SAULNIER répond qu'un détachement parcellaire devra être alors prévu sur le terrain « Chabas » et l'étude menée sur ce site au niveau du PLU devra être reprise.

M. GIRAUD indique également qu'il est plus logique d'aérer et d'éclaircir le groupe scolaire et précise que c'était dans les objectifs du PLU de désengorger le groupe scolaire.

M. FOURNEL explique que si le projet d'ensemble « crèche-école maternelle » avait été pensé en amont, la Commune aurait pu préempter au prix des Domaines le terrain « Chabas » et s'abstenir d'emprunter. Il se dit d'accord pour regrouper les deux structures sur ce terrain.

Mme PASQUET rappelle aussi que l'école élémentaire est vouée à une augmentation de classes et qu'en conséquence une extension sur le terrain limitrophe serait envisageable.

M. CULINATI demande qu'une étude soit menée pour créer un parking sur le terrain « Chabas » pour désengorger l'avenue des Droits de l'Homme.

M. SAULNIER rappelle qu'un aménagement de ce type dans ce secteur est déjà prévu au PLU.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de renvoyer cette question à une prochaine réunion, faute d'informations suffisantes.

2-2 - Acquisition de terrain pour création d'un parking (chemin de Correns - propriété SCI « Les Grandes Aires »)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la S.C.I. « Les Grandes Aires » a été contactée par la Municipalité dans le cadre du projet d'élargissement du chemin de Correns en vue d'aménager des emplacements de parkings en épis au droit de sa propriété, en bordure de la voie publique et de prévoir un passage surélevé permettant de canaliser les eaux pluviales vers le Verdon et de faire ralentir les véhicules à cette sortie de village.

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition foncière qui peut être réalisée d'un commun accord à l'euro symbolique pour une superficie de 126 m².

Il soumet à l'assemblée le plan de détachement réalisé par un géomètre.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

M. PAZ demande si la sécurité des usagers est assurée avec des parkings en épis (visibilité). De plus il demande si un passage piétonnier pourrait être prévu.

M. SAULNIER indique qu'un rétrécissement est prévu pour inciter les automobilistes à ralentir. Le passage surélevé permettra aux piétons de traverser en sécurité.

M. PAZ indique que la création de parkings ne peut être envisagée qu'avec l'élargissement de la voie piétonne. Il demande que la signalisation soit claire à ce niveau et combien de places sont prévues.

M. SAULNIER indique que la commission « parkings » estime qu'une dizaine de places peut être envisagée ainsi qu'une place PMR.

M. COEURDEUIL demande qui est chargé de la commission « parkings ».

Mme PASQUET répond qu'il s'agit de M. COLLAINÉ., Conseiller Municipal.

Mme BREBAN souligne qu'il n'y a pas eu de travail en commission sur ce projet.

Mme INGRASSIA demande si cette acquisition à l'euro symbolique a été proposée par la SCI « Les Grandes Aires » ou bien si c'est la municipalité qui la lui a proposée.

M. SAULNIER indique que c'est une idée qui a été émise lors d'une conversation à bâtons rompus. L'élargissement est possible après décaissement du talus jusqu'en limite de la propriété avec élévation par la Commune d'un petit muret de retenue des terres et remise en place de la clôture sur ce mur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité sauf 3 abstentions :

Mmes INGRASSIA - BOSSUGE - VERLAQUE,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section B à l'échelle 1/2500^{ème}

Vu le plan parcellaire à l'échelle 1/1250^{ème}

Vu les accords passés avec la SCI « Les Grandes Aires »,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Considérant que ce terrain sera aménagé en parking public, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION la proposition de cession de terrain faite par la SCI « Les Grandes Aires » de la parcelle cadastrée Section B n° 1619 pour une surface de 126 m² à l'euro symbolique.

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

2-3 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un panneau publicitaire fixe a été mis à disposition de la Commune suite à l'appel de fonds lancé par une société de publicité auprès des commerçants et artisans de la Commune et des alentours.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe délégué à la Communication, qui fait part à l'assemblée de la demande d'une société de publicité, il y a plusieurs mois, de pouvoir démarcher auprès des artisans et commerçants locaux afin de participer au financement de deux panneaux publicitaires d'informations communales. Après plusieurs relances de sa part, Mme INGRASSIA n'a plus obtenu de nouvelles des démarches de ladite société jusqu'à dernièrement. La société a en effet fait livrer un panneau en indiquant que le second ne pourra pas l'être faute de participations financières d'annonceurs.

Mme INGRASSIA indique qu'un emplacement stratégique a été recherché pour implanter ce panneau et que le parking de la coopérative vinicole semble le plus adapté.

Elle passe la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement, qui donne lecture du texte de la convention d'occupation temporaire du domaine privé à passer avec la Cave Coopérative « Les Vignerons de Correns » propriétaire du parking sur lequel l'implantation du panneau double face est projetée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le choix du lieu d'implantation du panneau d'informations

APPROUVE la convention à signer entre la Commune et la Cave Coopérative « Les Vignerons de Correns », pour l'installation d'un panneau publicitaire fixe à double face sur le parking privé de cet établissement,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.

2-4 - Projet touristique de « Jean Val »

Ce dossier ne donne pas lieu à délibération mais à un simple débat d'informations.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'OAP prévu sur le secteur « Jean Val » est annulée et le zonage 2AU est instauré au PLU sur la propriété. En effet, lors de la dernière réunion avec les personnes publiques associées, il a été d'une part jugé qu'une OAP liait trop la Commune à un aménageur et d'autre part que la création d'une nouvelle OAP provoquerait un décalage dans le planning de l'avancée du PLU ce qui était problématique. Le COPIL a donc jugé plus sage de classer l'entière propriété « Jean Val » en zone 2AU à vocation touristique. Le projet d'aménagement sera soumis au Conseil Municipal qui ne sera pas lié au projet présenté initialement.

M. LANGE demande si le périmètre de la zone 2AU au PLU correspond bien à la zone UC du POS. Il dit être opposé depuis le début à ce projet pharaonique comprenant des forages d'eau chaude aléatoires.

M. SAULNIER répond que le projet de Thermes est mis en attente et que la zone sera 2AU.

M. VERDON demande confirmation que l'OAP sur ce secteur est abandonné.

M. SAULNIER le lui confirme.

M. FURNEL prend note que le projet sur ce secteur sera à soumettre au COPIL, à la Commission d'Urbanisme et au Conseil Municipal. Il indique que les propriétaires envisagent de vendre leur terrain aux aménageurs mais si le projet capote, la vente sera annulée. Il propose de consulter les Domaines sur le prix de la propriété vu son état actuel de délabrement et d'abandon afin d'étudier un projet communal.

Mme INGRASSIA indique avoir participé à la récente réunion des Personnes Publiques Associées sur le projet « Jean Val ». Elle se dit indignée de la façon dont le projet a été présenté par Begeat. En effet, une semaine avant cette réunion, le Conseil Municipal s'était réuni en privé avec ce bureau d'études et les inquiétudes de certains Conseillers avaient été longuement évoquées notamment sur la profondeur des forages (+ de 1500 m), le nombre important de touristes chaque jour (+ de 1000), l'incidence sur notre station d'épuration, etc... Or, BEGEAT n'a pas fait état de ces réticences importantes aux Personnes Publiques Associées. De plus, parmi ces « autorités » aucun représentant des Directions de l'Environnement, de l'Ecologie, de l'Agriculture n'étaient présents alors que leurs avis auraient été des plus logiques et intéressants. Certes, elles avaient été convoquées dans l'urgence mais malgré leur absence, la réunion a été maintenue. Elle ajoute que l'apport touristique sera nul pour la vie économique du village, les touristes ayant tout sur place dans le parc (commerces, services, animations, restauration, hébergement, etc....).

M. SAULNIER indique que diverses interrogations et questions techniques ont été posées lors de cette réunion par le COPIL. Les réponses ont été apportées et la décision d'abandonner l'OAP a été prise ainsi que celle de classer la propriété en zone 2AU.

M. FOURNEL rappelle que le nombre maximum d'habitants prévu au PLU était fixé à 6.500 pour respecter la capacité de la station d'épuration. Avec cet apport journalier de touristes (1000), ces critères sont remis en question.

M. GAUTIER indique qu'un système d'assainissement autonome peut toujours être envisagé. Il dit son étonnement sur le dénouement de ce dossier. Une OAP à vocation touristique était projetée par le COPIL vu la qualité de la bâtisse existante malgré son état de délabrement actuel. Au final, malgré les débats et propositions du COPIL, l'OAP est supprimée et une zone 2AU est instaurée, zonage qui ouvre la porte à beaucoup d'autres activités telles que des logements sociaux. M. GAUTIER demande que la zone 2AU soit uniquement à vocation touristique. Il rappelle que le COPIL prend en compte les intérêts des Valois et que l'engagement d'un élu n'est pas de défendre l'intérêt d'un administré en particulier. Il se doit de réfléchir sur un ensemble après un travail de fond. Dans le cas du projet « Jean Val », M. GAUTIER dit avoir fait office de lanceur d'alerte. Il rappelle également que le COPIL est composé de membres issus des 4 listes présentes au sein du Conseil Municipal et il se félicite de la réussite du PLU construit ensemble.

M. SAULNIER indique que BEGEAT en a été informé et qu'il doit préparer le règlement de la zone en conséquence.

Mme PASQUET intervient pour admettre que le tourisme doit être l'un des axes de réflexion de la Municipalité mais demande si le projet de Thermes présenté peut être absorbé par la Commune. Elle ajoute : « Je vous fais part de mon inquiétude de voir forer jusqu'à peut-être 3000 m de profondeur pour trouver de l'eau chaude parce qu'il pourrait y avoir un risque pour la source qui alimente le village en eau potable. »

M. SAULNIER rappelle que la Commune n'a pas accepté ce projet suite aux conseils avisés des PPA et que le retour au zonage initial prévu par le COPIL a été demandé.

M. PAZ demande quel est le périmètre de la zone 2AU et s'il inclut la partie agricole. Il avait en effet été question initialement de déclasser 2 hectares de terrains agricoles.

M. SAULNIER répond que c'est le périmètre de la zone prévue initialement (avant le projet). Il n'y a donc pas les 2 ha de terrains classés agricoles au POS.

M. FOURNEL tient à faire part de sa contrariété par rapport d'une part au projet communal de Châteaurenard pour lequel il avait voulu présenter il y a quelques mois des investisseurs très puissants à M. le Maire qui n'a pas répondu à l'invitation mais qui y a missionné M. DEBAQUE. Une équipe de financeurs russes et de techniciens s'était déplacée le jour convenu avec leurs agents de sécurité. Ils ont été fort déçus de ne pas rencontrer le Maire comme prévu. De plus, aucun courrier d'excuses pour l'absence ou de remerciements pour le déplacement ne leur a été envoyé par la Mairie.

Il convient que le projet « Jean Val » est privé. Il ajoute : « par contre, en COPIL, on avait décidé de défendre l'intérêt des Valois et il s'avère que cet engagement n'est pas tenu car, pour prendre l'exemple des terrains des époux POLI, dent creuse entourée de constructions, desservi en assainissement, ils devaient être classés constructibles. De plus, le constat avait été fait du nombre peu important de terrains dans ce cas-là sur tout le territoire communal. Mais on s'aperçoit en fin de compte que la proposition du COPIL n'est pas prise en compte. »

M. SAULNIER répond : « M. FOURNEL, vous n'avez pas l'air d'être bien au courant de la situation ! Il y a au moins 80 dossiers de ce type en instance dans le dossier du PLU. »

M. FOURNEL : « Oui, dont le mien..... ! »

M. SAULNIER : « Je vous en prie M. FOURNEL, arrêtez de parler de problèmes personnels ! Il y a donc 80 dossiers et parmi eux certains peuvent faire jusqu'à 50 villas sur leur propriété. Ces terrains sont aussi des dents creuses..... Il faut savoir ce qu'on veut. Ce sont des terrains classés en zone agricole. J'ai donc conseillé aux personnes qui sont venues me voir de constituer un dossier qui sera adressé au Commissaire-Enquêteur ».

M. FOURNEL : « Le COPIL n'a donc pas voulu prendre ses responsabilités et décider au cas par cas. Il laisse le soin au Commissaire Enquêteur de le faire. »

M. SAULNIER : « M. FOURNEL ! Arrêtez de faire votre pub ! »

M. FOURNEL : « Je vous informe que, pour ne pas qu'on dise que je profite de ma position, je ne serai pas candidat aux élections municipales ! »

M. GAUTIER : « Je trouve ton argumentation un peu légère quand tu dis que le COPIL ne s'est pas intéressé aux intérêts des Valois ! Est-ce que pour toi quand on parle de l'intérêt des Valois c'est prioritairement de pouvoir autoriser un propriétaire privé à construire ? Est-ce cela le bon comportement d'un élu responsable ? »

M. FOURNEL : « C'est une décision prise en COPIL, tout le monde était d'accord ! »

M. GAUTIER : « Effectivement et j'étais moi-même favorable parce qu'il existait une situation bien particulière, avec un historique bien particulier. Alors, entendre dire que le COPIL ne s'est pas intéressé aux intérêts des Valois me révolte ! Le COPIL y a, au contraire, beaucoup réfléchi. On a réfléchi sur le devenir du village, la construction, le type de logements à envisager pour l'avenir..... Cela a été un très long travail de fond avec de nombreuses heures de réunion.»

M. FOURNEL : « J'ai été plus présent que toi aux réunions du COPIL ! »

M. VERDON : « Je le confirme ! »

M. GAUTIER : « Tu plaisantes Gilles ! Sur le projet « Jean Val » tu n'as jamais été là ! J'ai personnellement la responsabilité de mener à bien le PLU. Malgré toutes les divergences qu'il y a entre les élus des 4 listes représentées en son sein, on a réussi à travailler ensemble. Cela a été une responsabilité que j'ai assumée plein pot en prenant en compte les propositions et avis de chacun. Si ce document est aujourd'hui aussi partagé c'est parce que j'ai réussi cet exercice.»

Mme RIHAL donne lecture d'un message de Mme Sylviane DONADEY, absente excusée, qui conseille de faire appel à un hydrogéologue agréé pour étudier le projet « Jean Val » pour le volet « forages ». Mme RIHAL demande de rester vigilant à propos de la superficie de la zone 2AU.

M. COEURDEUIL indique avoir pratiquement toujours été présent lors des réunions du COPIL ainsi qu'à celles sur le projet « Jean Val ». Il souligne que l'évocation du nombre de visiteurs/jour variant de 300 à 1000 concernait d'autres opérations réalisées par le promoteur et que celui-ci devait mener une étude pour le projet valois. Il ajoute que sur le plan technique le forage de 2000 m de profondeur ne pose aucun problème écologique, hydraulique ou autre et que la station d'épuration ne sera pas impactée de trop car les effluents du projet seront traités en amont et le rejet sera équivalent à de l'eau propre.

MM LANGE et GIRAUD indiquent que le volume d'arrivée d'eaux usées dans la station sera obligatoirement plus important.

M. COEURDEUIL indique que le projet est privé et que la Commune ne doit pas s'y immiscer. Les études sont à mener aux frais de l'aménageur. Il évoque un procès d'intention fait par certains Conseillers Municipaux sur un simple avant-projet d'intention présenté. Il rappelle à son tour que le Conseil Municipal est composé d'élus issus de listes différentes et qu'ils se doivent de défendre les intérêts du village et des Valois. Il demande à l'assemblée si son objectif est de devenir la banlieue nord de Brignoles ou de développer le tourisme avec l'installation d'artisans d'art sur la place Gambetta par exemple. Il dit que le temps d'une population de 850 habitants, avec l'élevage de moutons, la cueillette des olives, etc est une époque dépassée, révolue et qu'il faut savoir s'adapter. Il indique que des organismes tels que l'Etablissement Public Foncier peut aider la Commune à cette adaptation.

M. PAZ : « Le débat est beaucoup plus large à mon avis que cela. Une réflexion d'ensemble doit être menée afin de savoir quel type de tourisme nous voulons pour le village. Je ne suis pas d'accord avec les propos de M. COEURDEUIL : je veux continuer à pouvoir garder des moutons, avoir un jardin, avoir quelque chose de beaucoup plus écologique que d'aller chercher de l'eau thermale à 3000 m de profondeur alors que LE VAL n'est pas du tout une ville thermale. Les villes thermales sont nées sous l'Antiquité, pour la plupart, vu la présence de sources résurgentes d'eau chaude. Au VAL, il n'y en a pas et je ne vois pas pourquoi on irait la chercher à 3000 m. Ecologiquement, ces forages auront toujours un impact. Voulons-nous un tourisme de masse qui, entre parenthèse est en train de « se casser la gueule » mondialement, ou un tourisme de qualité. Voulons-nous être dans trente ans le seul village rural intéressant à visiter pour les touristes ou bien une zone où il y a un supermarché, un centre thermal, des constructions à tout va et plus aucun espace de verdure. Quel projet voulons-nous pour l'avenir de notre village ? Aujourd'hui, à part les visites qui sont organisées, rien n'a été fait pour le tourisme ! »

Mme GAQUIERE indique que le PLU comprend beaucoup de zones vertes.

M. GAUTIER rappelle que le PLU prend en compte l'enjeu agricole et que le COPIL a tenu à sécuriser le zonage à ce niveau pour ne pas que l'urbanisation de la Commune soit possible d'un bout à l'autre du territoire. Un équilibre a été trouvé après un travail mené par toutes les tendances des membres du COPIL. Il rappelle aussi qu'être agriculteur n'est pas chose évidente et qu'il faut des gens sérieux et motivés.

3 - Personnel communal.

3-1 - Création d'un emploi pour le service administratif

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'agent assurant actuellement la fonction de Directrice Générale des Services, a postulé pour partir en retraite au 1^{er} janvier 2018. Il estime donc nécessaire de créer un emploi d'Attaché Territorial à temps complet dès le 1^{er} octobre 2017 afin de pouvoir embaucher un agent destiné à remplacer la DGS après son départ et lui permettre d'être informé des divers dossiers en cours.

En conséquence, il propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Attaché Territorial.
Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 1^{er} octobre 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi d'Attaché Territorial permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2017

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

4 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 27 juin 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

N° 20 29/06/2017	Contrat Maintenance Vidéo-protection - CIRCET	6 790,67 €
N° 21 29/06/2017	Convention avenant n°2 - OAP « Jean Val » au marché du 26/06/2015 élaboration du PLU - BEGEAT	2 000,00 € ANNULEE
N° 22 04/07/2017	Acceptation du devis relatif à l'extension du réseau public d'eau potable, Place des Pénitents et chemin Saint Marc avec Eaux de Provence	7 920,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 27 juin 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

5 - Questions écrites

NEANT

M. GIRAUD demande la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjoint et de Conseiller Municipal :

« Dès demain, j'envoie ma lettre de démission de Conseiller Municipal et d'Adjoint à M. le Préfet, d'une part, parce que je n'ai plus le temps vu mes nouvelles obligations professionnelles et d'autre part, parce que depuis 3 ans et demi j'essaie en vain, Monsieur le Maire, de vous aiguiller pour améliorer la communication, l'information et la coordination des diverses commissions communales et des membres du Conseil sans succès. Même certains conseils que je pouvais donner, dans le cadre de mes compétences professionnelles, n'ont pas été pris en considération. Je préfère donc laisser ma place à quelqu'un qui aura plus de disponibilités que moi et qui pourra travailler dans de meilleures conditions. »

M. SAULNIER propose à M. GIRAUD de rester Conseiller Municipal, fonction qui lui prendrait moins de temps que celle d'Adjoint.

M. GIRAUD refuse cette proposition : *« je préfère démissionner des deux fonctions et avoir honte une seule fois car j'aime mon village et cela ne me plaît vraiment pas de partir comme cela. Je n'ai plus le temps et plus le cœur..... J'accompagnerai mon remplaçant pour les dossiers en cours. »*

Mme REES demande à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa démission du Conseil Municipal :

« Je vous informe que je démissionne de mon poste de conseillère municipale.

Le fonctionnement du conseil ne me convient plus :

- manque de communication et de concertation*
- décisions prises par 2 ou 3 personnes*
- beaucoup trop d'études qui entraînent des dépenses importantes pour des travaux non réalisés*
- certaines commissions qui ne se réunissent pas, projets qui arrivent par mail sans information*
- les conseillers ne sont pas suffisamment informés*

Les priorités de la commune n'ont pas été étudiées ni mises en place.

Nous attendions plus de parkings, l'ouverture de la Place Gambetta, les travaux de l'école ont trop tardé, les enfants de maternelle, depuis 3 ans que nous sommes en mairie, subissent toujours des températures de 28 à 33° dans des classes sans clim et sans isolation.

Je suis obligée de constater que les enfants et la jeunesse ne sont pas votre priorité.

Nous apprenons les informations dans les rues du village, est-ce normal ?

Je me suis investie bénévolement dans les Naps pour initier les enfants à l'anglais (ma langue maternelle). J'y ai pris beaucoup de plaisir, les enfants progressaient à vue d'œil, hélas ! Tout est fini par votre décision de passer à 4 jours sans concertation avec la commission, sans tenir compte de l'avis des familles.

Je me suis aussi investie au niveau culturel et festivités. Nous avons beaucoup travaillé pour faire revivre le village.

Nous avons un beau programme. J'espérais que nous aurions pu changer beaucoup de choses et améliorer la vie du village et des habitants.

Hélas ! Ce n'est pas du tout le cas. »

Mme RIHAL prend à son tour la parole pour annoncer sa démission du Conseil Municipal :

« Membre du conseil municipal depuis les dernières élections, je souhaite me retirer de cette fonction dès réception de ce courrier.

En effet, je ne me retrouve plus dans l'engagement pris par notre liste lors de la campagne électorale.

De plus, les décisions prises par un comité restreint d'élus ne tiennent pas compte des avis des commissions dans lesquelles je siège.

Je ne puis approuver un tel fonctionnement.

La confiance n'est plus dans le travail des commissions. Je ne souhaitais pas travailler dans le conflit mais dans la sérénité.

Notre règlement intérieur bafoué, l'absence de concertation, trahie, je vous quitte et laisse la place à ceux qui connaîtront le succès. »

Mme BREBAN prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale :

« Dès demain, je poste ma démission d'adjointe et de conseillère municipale au Préfet.

Je pars..... Non pas par lâcheté, mais tout simplement car je ne me retrouve pas dans votre façon de manager la commune.

Où sont passés les projets de campagne qui m'avaient séduite ?!

Dans le cadre de ma délégation des finances, à plusieurs reprises j'ai alerté M. LE MAIRE sur sa façon de gérer les deniers publics de la commune mais en vain.

Je tiens tout de même à remercier :

- la DGS avec qui j'ai beaucoup appris sur le fonctionnement d'un budget communal, et que j'apprécie profondément.*
- Le service urbanisme, le service de la police, le service administratif, le point d'accueil, la médiathèque, les services techniques, l'ensemble du personnel communal pour leur accueil, leur aide et leur sourire qu'ils m'ont donné depuis ces 3 années.*
- Egalement les membres de la commission des finances.*

Je voudrais finir en m'adressant à la population :

Devant vous et de vive voix, je tiens à m'excuser pour ce désengagement ;

NON, je ne pars pas avec le sourire !

Pour moi, ne pas avoir accompli toutes les promesses de campagne pour notre village est une défaite.

Mais à ce jour, cela n'est plus possible de continuer donc je laisse la place.

Merci à tous »

Mme PASQUET prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale :

« Si j'interviens ce soir c'est pour vous annoncer ma décision de rendre ma délégation d'adjointe et de quitter le conseil municipal.

J'ai essayé d'accomplir mon engagement dans ce poste d'adjointe du mieux que j'ai pu avec énergie et investissement au niveau du temps passé en mairie, écoles et centre de loisirs, en réunions de toutes sortes.

Je pense avoir servi la commune avec courage, disponibilité, intégrité et dévouement.

Le manque de communication, de concertation, des décisions prises en petit comité, annoncées au dernier moment, prises au coup par coup, le non respect de notre programme de campagne, beaucoup trop d'études grevant le budget communal, des méthodes de travail d'un autre temps m'ont amenée à cette décision.

Je ne peux plus cautionner le mode de gouvernance actuel car j'ai une autre idée de la démocratie.

Je remercie les membres de ma commission, toute l'équipe qui travaille au service des affaires scolaires, enfance et jeunesse, les équipes administratives, le personnel des écoles et de la restauration, le service de police municipale, la médiathèque, le personnel du Point d'accueil, les services techniques.

Je quitte avec regret mais certaines personnes me comprendront, j'en suis sûre.

Ma décision a été mûrement pesée et réfléchie. Force est de constater que continuer ne servirait à rien.

Il n'est pas facile de faire un tel choix, je vous l'assure, mais dans la vie on se doit (en tout cas moi je me dois) de garder une éthique personnelle à laquelle je tiens.

M le maire, pour terminer, j'ose espérer que vous n'avez pas perdu de vue que vous avez été élu avec une équipe, une équipe d'hommes et de femmes ayant chacun, chacune des valeurs et j'insiste sur le fait que l'administration d'une commune n'est pas l'affaire d'un homme seul ni d'un petit groupe d'élus mais au contraire d'une équipe.

Merci de m'avoir écoutée. »

Mme INGRASSIA prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale :

« M. le Maire,

Ma décision était déjà connue car courant mai dernier je m'étais déjà positionnée dans la démission en donnant une date et en précisant que j'allais assumer jusqu'à la fin des festivités ma délégation d'Adjointe. Mais je profite du départ de mes Collègues pour partir en même temps qu'eux.

J'adresse un courrier à M. le Préfet dès demain lui demandant de prendre en compte ma démission d'Adjointe et de Conseillère Municipale. Après 3 ans et demi d'engagement et de travail assidu à vos côtés, je fais le triste constat que je ne me reconnais plus dans le fonctionnement que vous avez instauré au sein de l'équipe d'Adjoints et de Conseillers Municipaux. Je me retrouve très éloignée des valeurs auxquelles je veux rester fidèle. Comment envisager un positionnement d'élue responsable sans travail d'équipe, sans que les dossiers et décisions, grandes et petites, fassent l'objet d'élaboration dans la transparence sans débat, sans réflexion, sans concertation ni communication, sans mutualisation des compétences. Je ne me reconnais plus dans ces grands projets que vous priorisez au détriment de tant d'actions essentielles pour valoriser notre patrimoine et bâti existant, pour mettre en valeur notre village et faciliter le quotidien des Valois. Je ne rentre pas dans les détails M. le Maire, je sais que vous les connaissez. Qu'est devenu notre programme de campagne pour lequel nous avons été élus. Je ne me reconnais plus dans les messages que vous transmettez à la population et surtout M. le Maire au constat de votre absence de remise en question, faisant fi des nombreuses remarques, avis, conseils, colères que je me suis autorisée à vous donner en tant qu'Adjointe investie dans ses fonctions. J'ai perdu tout espoir de changement et toute motivation à continuer à travailler à vos côtés. Je ne veux plus, M. le Maire, être associée, ni concernée, ni responsable de décisions et d'orientations que vous prenez seul ou en petit comité.

En toute sobriété, je me permettrai d'adresser un email à nos employés municipaux pour les remercier de leur travail à mes côtés ainsi qu'aux nombreuses associations du village pour leur dynamisme. »

M. LANGE prend à son tour la parole pour annoncer sa démission du Conseil Municipal :

« Je comprends le désarroi de ces démissionnaires et je m'associe pleinement à leurs décisions tout à fait légitimes vu le contexte dans lequel nous travaillions.

A plusieurs reprises, j'ai eu des divergences avec vous sur votre façon de gouverner. Votre mode opératoire m'a conduit, dans un premier temps, à démissionner de la commission des travaux puis celle de l'urbanisme pour enfin quitter le groupe majoritaire comme l'a fait d'ailleurs Pierre VERDON.

Cela ne sert à rien de ressasser le passé, le linge sale se lave en famille et non sur la place publique ; et pourtant, j'en aurai beaucoup à dire me concernant, je n'ai jamais été soutenu, pas plus par vous M. le Maire que par vos adjoints, s'accrochaient-ils à leur indemnité comme le fait une moule à son rocher ?

Durant ces 3 années, je me suis impliqué au maximum, je n'ai pas compté mon temps, j'y ai mis toute mon énergie ...Mon seul regret, c'est de ne pas avoir démissionné dès notre première altercation 40 jours seulement après notre élection.

Aussi, mieux vaut tard que jamais, ce soir, Monsieur Le Maire, je vous tire ma révérence, je démissionne donc de votre conseil municipal.

Ma lettre n'est pas encore écrite mais vous l'aurez sur votre bureau d'ici la fin de la semaine.

Merci Mesdames et Messieurs pour votre attention. »

Mme MUNIER prend la parole :

« Je me permets d'intervenir, alors que ce n'est pas dans mes habitudes car je reste toujours dans mon petit coin..... »

Mme RIHAL : « Et bien continue ! »

Mme MUNIER : « C'est super gentil, Pascale ! Et toi Annette, cela te fait rire et bien moi si je prends la parole ce soir c'est à cause de toi, Annette, parce que le jour du 14 juillet quand tu as refusé de me dire bonjour quand je me suis approchée de toi

Mme PASQUET : « Je n'ai pas refusé de te dire bonjour mais je ne t'ai pas embrassé parce que.... »

Mme MUNIER : « Tu m'as dit « je ne te fais pas la bise » alors qu'un jour comme le 14 juillet la devise est « Liberté Egalité Fraternité !!! Tu peux un petit peu frimer devant tout le monde mais je ne trouve pas cela très sympathique. A noter que la mauvaise ambiance dans ce Conseil Municipal, c'est un peu toi qui l'a mise dès le départ. ».

M. FOURNEL : « Ou ! ou ! ou ! il ne faut pas exagérer, c'est l'une des personnes qui a travaillé le plus dans ce Conseil ! »

Mme MUNIER : « Alors toi Gilles, qui raconte que tu es un ancien parachutiste, c'est faux ! »

M. FOURNEL : « Comme tu veux mais je le revendique ! Mon numéro de brevet pour les parachutistes 419365.9 RCP numéro BSPP 35676 ! C'est de la diffamation, ce que tu dis ! Je peux t'attaquer en diffamation ! »

Mme PASQUET : « Moi aussi, je vais t'attaquer en diffamation ! Je suis libre d'embrasser qui je veux !

Mme MUNIER : « Pour en revenir à vos démissions, je me demande pourquoi faire autant d'histoires pour si peu. Je ne comprends pas !

Mme PASQUET : « Pour si peu, mais que connais-tu de notre travail d'Adjoints ? »

Mme MUNIER : « Au départ, on ne s'est pas mis sur la liste pour en arriver à cette situation mais pour le bien du village ! Vous lâchez tout le monde et surtout les Valois ! L'aventure au départ était belle pourtant ! »

Mme INGRASSIA répond : « Nous n'avons pas fait la traversée de la même façon ! »

Mme BREBAN ajoute « Nous ne devons pas être sur le même bateau ! »

Mme GAQUIERE : « Là vous lâchez quand même tout le monde !

Mme PASQUET : « Tu as pris le train en cours de route, Denise, je te rappelle..... »

Mme MUNIER : « Oui mais souviens-toi que grâce à moi vous avez pu faire votre liste quand même ! »

Mme PASQUET : « Je signale que ce n'est pas moi qui ai décidé de démissionner la première ! »

M. COEURDEUIL prend la parole :

« Pour ma part, je ne démissionne pas..... »

Mme BREBAN : « Dommage ! »

M. COEURDEUIL : « Pourquoi « dommage » ? Je me suis posé la question à plusieurs reprises car j'ai entendu effectivement : problèmes de fonctionnement, il y a trop d'études, il y a des bruits de rue, des engagements non tenus, l'absence de travail des commissions, des problèmes de management, pas de concertation, gestion des finances aléatoire, une gouvernance non démocratique, absence de débats, pas de mutualisation des compétences..... Alors bien sûr on pourrait tous se retrouver la dedans au moins individuellement. Je rappelle qu'à mon point de vue, on a été élu pour défendre les intérêts du village et des habitants. J'ai été élu pour ma part dans l'opposition et celle-ci a une équipe qui peut s'opposer systématiquement aux propositions du Maire. Il m'a été reproché quelques fois d'être d'accord avec M. le Maire. Quel péché vu que je suis dans l'opposition ! J'ai fait le choix de ne pas démissionner mais au contraire de travailler et d'essayer de faire avancer les choses en prenant les dossiers à bras le corps, en se bagarrant, quelquefois c'est houleux mais toujours dans un esprit constructif. Je rappelle quand même qu'à plusieurs reprises, pour préparer les réunions du Conseil Municipal sur des décisions d'importance (La Jouberte, Chabas,...) j'ai adressé à tous les Conseillers, après avoir passé des week-end entiers à rédiger des mémoires, des rapports de 3 ou 4 pages qu'à priori personne n'a pris la peine de lire. Et ensuite, j'ai observé un vote systématique d'une équipe de « beni oui oui ». Aujourd'hui, vous vous plaigniez de certaines choses que j'ai dénoncées dès le début du mandat mais on me riait au nez. Sauf que moi, j'ai décidé de rester pour faire avancer les choses. »

M. FOURNEL prend la parole :

« M. le Maire,

Je reconnais que dès le début du mandat, vous m'avez toujours reçu dans votre bureau et on a discuté ensemble de tous les dossiers. On ne considérerait pas alors que j'étais vraiment dans l'opposition. Je ne parlerai pas de celui de Châteaurenard. Je suis prêt à démissionner mais je vais continuer. Je vous demanderai de répondre à mes futures questions et à tenir informés les citoyens de tous les événements et de toutes les décisions prises. Je m'inquiète pour l'instant pour les finances de la Commune. Il a été dit en réunion de commission des Finances que le budget affecté au chapitre des charges de personnel arrivé à son maximum et qu'il n'était pas envisageable qu'il soit encore augmenté. Je vous demande donc s'il est cohérent d'embaucher un nouvel agent quatre mois avant la mise à la retraite de notre DGS. D'autre part, je voudrais avoir le détail financier de tout ce que nous a coûté l'Avocat-Conseil de la Commune. »

M. CULINATI prend la parole :

« Je ne veux pas démissionner mais vous exprimer mes regrets devant cette situation. Je suis un ancien, j'ai fait plusieurs mandats, souvent ce sont des situations qui arrivent... mais là je suis un peu déçu, premièrement parce que les élus qui démissionnent sont des personnes qui travaillent le plus..... »

M. LANGE intervient :

« Tu ne m'as jamais soutenu pour ma part..... »

M. VERDON intervient :

« 120 % des décisions sont prises en catimini avec 4 personnes, ce n'est pas normal, ce n'est pas ainsi qu'on gère une Commune. »

M. CULINATI prend la parole :

« Je me fais du souci pour la suite. Je vous estime tous et toutes pour le travail accompli. »

M. VERDON : *« Il est temps de se faire du souci..... »*

Mme TURINELLI prend la parole :

« Je regrette moi aussi la situation mais je vous certifie qu'en aucun cas le travail des élus démissionnaires n'a été contesté une seule fois. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas du même avis qu'on est contre la personne. Tout le monde a fait de l'excellent travail. C'est dommage d'en arriver là. »

Mme INGRASSIA prend la parole :

« J'ai envie de dire une chose : je ne suis pas une petite main. J'estime qu'en qualité d'Adjointe, d'élue, je suis concernée par tous les dossiers de la Commune. Je ne suis pas qu'une ouvreuse de portes de musées, qu'une ménagère qui entraînait tous les membres de ses commissions à aller remettre de l'ordre, dépoussiérer, organiser des manifestations ou faire en sorte que les associations trouvent tout ce dont elles ont besoin pour le bien-être du village. Je ne suis pas Adjointe pour cela, ça fait partie de mes délégations mais je considère par ailleurs que j'ai droit au respect, à l'écoute, à exprimer des choses et être reconnue à ce niveau là. Et bien souvent, je n'ai pas été reconnue et je peux citer un tas d'exemples. Cette situation, je la vis moi mais mes Collègues aussi l'ont vécue. J'ai des listes d'évènements, M. le Maire, que j'ai appris par la population, des choses que d'autres Adjoints avaient dit à ma place, signé à ma place, plusieurs fois.

De tout le Conseil, je pense que je vous ai été, M. le Maire, la plus loyale, la plus fidèle parce que je me suis dit « je suis partie avec lui, je le prends comme il est, avec ses défauts et ses qualités » et bien souvent je me suis disputée avec certains de mes Collègues en leur disant « on est là maintenant, on est derrière lui, on y va, on fonce ! » et jamais je n'ai renoncé à vous donner des conseils M. le Maire, à vous dire par exemple « cela fait deux mois que nous n'avons pas eu de réunion d'Adjoints, quel message faites vous passer à votre équipe ?! ». De plus, nous avons été évincés de toutes les réunions importantes. J'ai ouvert pour la 4^{ème} année le jardin-théâtre et j'ai reçu les réflexions de personnes de l'extérieur qui se sont étonnées qu'on n'ait pas les moyens d'entretenir les lieux.... L'excuse que nous avions au début de mandat, on ne l'a plus maintenant. Combien de fois on a mis sur la table : la réfection de la peinture du foyer, la salle du cadran à aménager dans le cadre du projet touristique, etc.. Pourquoi les Adjoints ne sont pas associés aux réunions avec la Directrice des Services Techniques ? Non, c'est uniquement M. DEBAQUE qui peut y assister et il a eu la toute puissance des décisions « je donne vie ou je donne mort ». Je n'ai rien contre M. DEBAQUE, mais je constate combien « sa mule a été chargée ». Les travaux s'étaient déjà bien compliqués pour lui, cela suffisait. Mais M. Le Maire a décidé tout seul, ou peut-être avec l'avis de Mme TURINELLI et de M. CULINATI, suite à la démission de M. GIRAUD du poste de délégué au personnel communal, de lui attribuer cette délégation, cela a été ma première colère. Vous m'avez alors répondu, M. le Maire, que vous vous en occuperiez. Il n'y a qu'à voir maintenant l'état du personnel ! Personne n'est là pour écouter les agents, pour essayer de trouver des solutions, combien d'arrêts maladie avons-nous ? »

Vous avez fait le choix, M. le Maire de nommer des Adjoints qui sont salariés à temps plein. Je me suis démenée afin de n'avoir aucun dossier à la traîne. Donc l'argument de dire que certains sont là tout le temps ne tient pas. Nous étions prêts tous à assumer cette fonction, à être associés à vos débats en petit comité mais vous nous avez écartés de beaucoup de choses. On avait demandé d'avoir des réunions avec l'Avocat par exemple, pour le dossier de « La Jouberte » et maintenant on n'en parle même plus, on ne sait plus ce qu'il en est. On ne sait pas ce qu'il en est de tous les procès que nous avons. On est tenu à l'écart de tout ! Alors c'est pour tout cela, tout mis bout à bout qui fait qu'aujourd'hui je ne peux plus continuer. Quant à vous M. COEURDEUIL qui parlez de « Béni oui oui », je ne suis pas d'accord avec votre analyse, car moi jusqu'à présent j'avais l'espoir que cela allait pouvoir changer. J'ai été la seule à dire qu'il fallait prévoir des pré-conseils inlassablement parce que j'avais envie qu'on soit tous au courant des dossiers à traiter et mes Collègues « Adjoints » ont tous été témoins de cela. On a un Conseil ce soir, je me suis mise en retrait ces jours-derniers : avez-vous eu une convocation pour un pré-conseil ? Non ! Les choses ne font pas sens pour M. le Maire et on peut se battre tant qu'on veut mais elles continueront à ne pas faire sens pour lui. Je ne me fais pas de souci pour la suite car je sais que M. le Maire va nous remplacer très facilement. Je vous souhaite une bonne route et j'espère que vous ferez autant que ce que nous avons fait en 3 ans et demi. »

M. FOURNEL remercie M. GIRAUD pour tout le travail accompli dans le cadre de sa délégation ainsi que Mme INGRASSIA pour l'avoir autorisé à travailler avec elle pendant un an et demi sur les panneaux d'informations lumineux. Il la remercie aussi de l'avoir accueilli dans sa commission « Informations - Communication ». Il félicite Mme PASQUET pour l'excellent travail accompli également au titre du Scolaire.

Mme GAQUIERE : « Il est dommage que tu n'aies pas été plus présent pour passer le balai à 3 heures du matin après les spectacles »

Mme INGRASSIA : « Tu n'as pas toujours été là non plus, Ingrid ! L'année dernière je ne t'ai jamais vue nous aider en quoique ce soit. Heureusement que Pascale m'a épaulée fidèlement. »

Mme PASQUET : « Et tu n'étais jamais présente aux réunions ! »

Mme GAQUIERE : « Effectivement mais j'ai deux jeunes enfants ! ».

Mme INGRASSIA : « Mais peu importe !. »

S'ensuit une altercation entre Mme INGRASSIA et Mme GAQUIERE, inaudible vu le brouhaha dans la salle.

Mme GAQUIERE quitte la réunion.

Mme PASQUET : « De toute façon cela fait un an et demi qu'elle ne participe plus ; Elle attend maintenant qu'on parte pour nous remplacer ! Alors qu'elle arrête son cirque ! »

M. GAUTIER prend la parole :

« J'ai personnellement beaucoup réfléchi et me suis posé beaucoup de questions ces derniers temps. Si je reste ce soir c'est parce que j'ai commencé un travail important qui a pris et prend beaucoup de temps et sur lequel nous nous étions engagés dans notre équipe : le P.L.U. Je reste parce que quand je commence quelque chose j'aime bien le finir. Je ne voudrais pas que le temps passé ici soit réduit à néant. Je trouve la situation de ce soir absolument risible. Je n'ai jamais eu aussi honte de ma vie que ce soir. J'espère arriver à surmonter ce sentiment. Je corrobore les propos tenus jusqu'ici, les personnes qui démissionnent ce soir sont ceux qui travaillaient le plus malgré pour certains, leur activité professionnelle. Pour ma part, j'ai toujours fait amende honorable en disant que je ne pouvais pas être toujours disponible du fait de mon travail. Je vais quand même continuer. La route sera très sinueuse et la situation très compliquée. Je pense qu'on ne pourra pas remplacer les personnes qui partent vu leurs compétences et leurs qualités et ceci n'engage que moi bien entendu.

Si jamais de nouvelles démissions étaient déclarées et que le Conseil Municipal explose, je vous informe que je ne me représenterai pas pour un nouveau mandat ayant plutôt mal vécu cette expérience. J'ai appris énormément de chose en 3 ans sur la collectivité, sur la manière de gérer les dossiers, de discuter avec les citoyens, ce qui n'est pas toujours facile, on subit des pressions et ce n'est pas toujours facile. Je poursuis donc ma mission et lorsque mon travail sera achevé, je jugerai de la situation à ce moment-là. Je renouvelle mes regrets de voir des qualités et des compétences certaines quitter notre Conseil Municipal. Je pense que cela nous sera fortement préjudiciable dans l'avenir. »

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

